

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

OBJET DU MARCHE

Marché de travaux

pour la déconstruction du bâtiment C du Port de Wambrechies

(Travaux de désamiantage, déconstruction des superstructures et infrastructures du bâtiment, évacuation et revalorisation des matériaux et des déchets).

Marché passé selon une procédure adaptée

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) **Commun aux 2 lots**

Entité adjudicatrice :

PORTS DE LILLE – C.C.I.H.D.F.
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet, des travaux de déconstruction du bâtiment C, situés rue d'Ypres à l'intersection avec la 1^{ère} Rue du Port de Wambrechies, 59118.

La déconstruction du bâtiment comprend les travaux de désamiantage, déconstruction des superstructures et infrastructures, l'évacuation, la revalorisation des matériaux et des déchets.

Le marché comprend deux lots :

- Lot 1 : Travaux de déconstruction des superstructures et infrastructures du bâtiment, évacuation et revalorisation des matériaux et des déchets.
- Lot 2 : Travaux de désamiantage.

Le lot 1 du marché est rémunéré par :

- Une part globale et forfaitaire correspondant aux travaux de déconstruction des superstructures et infrastructures du bâtiment, évacuation et revalorisation des matériaux et des déchets tels qu'ils sont décrits dans le CCTP et dans la décomposition du Prix Global et forfaitaire (DPGF).
- Une part à prix unitaires sur la base de bons de commande. Cette part est destinée à rémunérer les prestations de dégazage et d'évacuation des cuves enterrées qui seraient découvertes au cours du chantier. La part à bons de commande ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de 15 000,00€ HT.

Le lot 2 du marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire.

Il est précisé que pour le lot 2, les candidats doivent donc disposer de l'ensemble des habilitations et certificats précisés à l'article 6.1 du présent règlement de consultation ou équivalent.

Les spécificités techniques des prestations sont précisées dans le CCTP.

1.2 – Allotissement du marché

Le marché est passé en deux lots :

- LOT 1 : Travaux de déconstruction des superstructures et infrastructures du bâtiment, évacuation et revalorisation des matériaux et des déchets.
- LOT 2 : Travaux de désamiantage.

1.3 – Découpage en tranches

Le marché ne comporte pas de tranche.

1.4 Dispositions générales

1.5.1 – Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera de 10% du montant du marché.

Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

1.5.2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire ou des lots entendent recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment les articles L2410-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1.5.3 – Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1.6 – Définition des parties contractantes

1.6.1 – Cotraitant

Pour le présent marché, les titulaires du marché sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'entité adjudicatrice, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de l'entité adjudicatrice est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.6.2 – Représentation de l'entité adjudicatrice pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du marché, l'entité adjudicatrice est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par : **Monsieur le Président de la CCI Hauts de France.**

1.6.3 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée en interne par le Service Aménagement de Ports de Lille – CCI Hauts de France :

Place Leroux de Fauquemont – CS 91394

59014 Lille cedex

1.7 – Autres obligations

1.7.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché conformément aux articles L2193-1 et suivants et les articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique

En application des dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Ports de Lille CCIHDF, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par Ports de Lille C.C.I.H.D.F.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants et des articles 2143-6 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En outre, il doit fournir les documents suivants à l'appui de sa demande :

- Formulaire DC4 dûment signé en original par le Titulaire et le sous-traitant. L'agrément n'est pas accordé lorsque les 2 signatures (Titulaire et sous-traitant) ne sont pas originales.
- Formulaire DC2 dûment rempli.
- Déclaration du Chiffre d'affaires des 3 dernières années.
- Déclaration des effectifs des 3 dernières années.
- Les principales références similaires à l'objet de l'accord cadre.
- Les qualifications et certificats éventuels : QUALIBAT, PRO BTP, Amiante.
- Extrait kbis de moins de 3 mois.

- Attestation d'assurance valide.
- Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois.
- Attestation de régularité fiscale.
- Avis de situation au répertoire SIRENE.
- RIB du sous-traitant.
- Fiche de demande de création fournisseur (le SIRET à indiquer dans cette fiche est le SIRET qui sera utilisé pour la transmission des factures sur Chorus Pro).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 du CCAG Travaux).

En cas de sous-traitance autorisée, le titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent en vertu du marché.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels, notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues au présent cahier des charges.

1.7.2 - Confidentialité – Protection des données à caractère personnel et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'entité adjudicatrice qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'entité adjudicatrice sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'entité adjudicatrice dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Règlement Général de Protection des Données à caractère personnel

Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement RGPD susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public.
- traiter les données conformément aux instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre.
- respecter la confidentialité ou se soumettre à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D.
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- mettre à la disposition de Ports de Lille – CCI Hauts de France toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de Ports de Lille – CCI Hauts de France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Ports de Lille – CCI Hauts de France.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer Ports de Lille – CCI Hauts de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En tout état de cause, le Titulaire et Ports de Lille – CCI Hauts de France garantissent les points suivants dans le cadre de l'exécution du présent marché :

Toute personne dont les données sont traitées dans le cadre du présent marché a le droit d'en savoir plus sur ses droits, de retirer son consentement ou demander l'effacement de ses données à caractère personnel en le demandant à la DPO de la CCI Hauts de France à l'adresse suivante :

dpo@hautsdefrance.cci.fr

La CCI Hauts-de-France s'engage ainsi à cesser l'utilisation de ses données à caractère personnel ou le cas échéant à détruire les données concernées. La personne peut également, s'il estime après avoir contacté la DPO, que ses droits sur ses données ne sont pas respectés, adresser une réclamation à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).

ARTICLE 2. – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 – Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE).
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 - Photos
 - Annexe 2 - CCI – Récépissé DT
 - Annexe 3 - ENEDIS - Récépissé DT
 - Annexe 4 - ORANGE - Récépissé DT
 - Annexe 5 – RTE - Récépissé DT
 - Annexe 6 – Eau MEL Ileo - Récépissé DT
 - Annexe 7 – Rapport amiante avant démolition
 - Annexe 8 - Rapport plomb avant démolition
 - Annexe 9 - Rapport Pollution Amiante HAP enrobés
 - Annexe 10 – Plan commercial
 - Annexe 11 - Plan commercial - dwg
 - Annexe 12 - Plan découpe cadastre général 1
 - Annexe 13 - Plan découpe cadastre parcelle
 - Annexe 14 - Plan découpe cadastre général 2
 - Annexe 15 - Plan découpe cadastre - dwg
 - Annexe 16 - Plan cadastre vue aérienne - dwg
 - Annexe 17 – Plan masse parcelle
 - Annexe 18 - Plan masse - dwg
 - Annexe 19 - Plan masse général
 - Annexe 20 - Plan géomètre

- Annexe 21 – Plan des réseaux - dwg
- Annexe 22 – Plan topographique - dwg
- Annexe 23 – Plan RDC
- Annexe 24 – Plan 1er étage
- Annexe 25 – Plans bâtiment C - dwg
- Annexe 26 – Photos intérieures
- Annexe 27 – Planning prévisionnel DCE.

Le planning joint au DCE est prévisionnel et les dates qui y figurent restent purement indicatives. Elles seront décalées en fonction de la date effective de notification du marché

- Mémoire Technique du Titulaire.
- Planning prévisionnel d'exécution du Titulaire.
- Attestation de visite de site.
- Guide repère COVID.

2.2 – Pièces générales

- L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux 2021).
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.3.1 du CCAP.

ARTICLE 3. – PRIX – REGLEMENT DANS LES COMPTES

3.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes

3.1.1 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 9.1 du CCAG Travaux 2021, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

3.1.2 – Calcul du montant

Pour chaque lot :

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix indiqués dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Il est rappelé que le candidat est réputé avoir inclut dans son prix, toutes les charges fiscales, parafiscales (impôts, taxes, frais de bouche, frais de déplacement, assurances...) et toutes autres charges nécessaires à la bonne exécution des prestations du marché.

3.1.3 – Modalités de règlement des comptes

Par dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux 2021, le paiement des factures des travaux réalisés se fait sur la base des demandes faites au représentant de l'entité adjudicatrice par le Titulaire. La demande de paiement contient, outre les références du marché, un document avec les sous-détails du montant demandé.

La date de réception par le représentant de l'entité adjudicatrice de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoient les articles R2192-13 du code de la commande publique, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

NB : Pour que les délais de paiement puissent commencer à courir, la demande de paiement du Titulaire doit être régulière, c'est-à-dire conforme au marché et à l'état d'avancement du chantier. A défaut, le délai est interrompu jusqu'à la transmission conforme de la demande de paiement.

3.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

3.1.5 – Utilisation obligatoire de Chorus Pro pour la transmission des factures

L'ensemble des entreprises titulaires de marchés publics ou d'accord cadre ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures de manière dématérialisée via Chorus Pro : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Les éléments à renseigner sur Chorus Pro dans le cadre de la transmission des factures sont :

Numéro SIRET du maître d'ouvrage	CCI de région Hauts de France 130 022 718 00014
Code service	506
Numéro d'engagement juridique	Ce numéro apparaîtra sur le bon de commande/engagement.

Les factures qui ne seraient pas transmises via Chorus Pro ne pourront pas être traitées.

3.2 – Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1 – Modalités de révision

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

3.2.2 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0) et figure en première page de l'acte d'engagement.

3.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.3 – Modalités de présentation du paiement

Lorsque le titulaire remet à l'entité adjudicatrice une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références du marché, de chaque avenant (éventuel), du bon de commande (éventuel)
- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations effectuées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG Travaux ;
- Le détail des prestations facturées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations effectuées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

ARTICLE 4. – DUREE DU MARCHE ET DELAI DE REALISATION – PENALITE, PRIMES ET RETENUES

4.1 – Durée du marché – Délais d'exécution

NB : Les dispositions relatives à la durée concerne les deux lots du marché.

Le délai global d'exécution des prestations de chaque lot est indiqué dans l'acte d'engagement. Il inclut les études, la préparation, l'installation du chantier, la réalisation des travaux et tous autres délais nécessaires à la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux 2021, la durée de la période de préparation est fixée dans l'acte d'engagement. Elle court à compter de la date notification du marché qui vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La durée et les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement. Sur la base du planning joint au DCE, les candidats établissent un planning prévisionnel d'exécution qui sera remis dans l'offre. Sur la base de ces plannings prévisionnels d'exécution, un planning détaillé d'exécution sera établi avec le Titulaire du marché.

Le planning prévisionnel d'exécution demeure valable tant que le planning détaillé d'exécution n'est pas établi.

Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux 2021, le calendrier détaillé sera notifié par ordre de service du maître d'ouvrage au Titulaire du marché au plus tard 7 jours calendaires avant la fin de la période de préparation.

4.2 – Pénalités

4.2.1 – Pénalités – Généralités

NB : Les pénalités suivantes s'appliquent aux retards et / ou manquements constatés dans chaque lot.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux 2021, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation du retard par l'entité adjudicatrice.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux 2021. L'application des pénalités de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes du titulaire. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-Travaux 2021, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **1 000 €** pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 CCAG Travaux 2021, Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

NB : Il est précisé que le retard s'apprécie aussi bien selon le planning global du marché mais aussi suivant les étapes intermédiaires (préparation, réalisation d'une tâche suivant un délai précis...). En conséquence, outre le non-respect du délai global du marché, le Titulaire peut se voir appliquer des pénalités de retard décrites dans le présent article 4 si des délais intermédiaires n'ont pas été respectés et ont eu un impact sur le délai global d'exécution du marché ou de l'autre lot.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux 2021 en vigueur, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

4.2.2 – Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux 2021, pour chaque retard d'exécution constaté par le représentant de l'entité adjudicatrice, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **1 000 €** par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **1 000 €** pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux 2021, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le repli des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, l'entrepreneur titulaire du marché doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné par l'application des pénalités comme un retard d'exécution des travaux.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la prise d'autres mesures coercitives comme la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire. En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation des retards, les prestations pourront être exécutées aux frais de l'entrepreneur

4.2.3 – Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Les pénalités sont les suivantes :

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : **500 €** par infraction constatée ;
- b) Tout autre manquement ou infractions aux dispositions décrites au CCAP et au CCAG-Travaux : **500 €** par infraction constatée ;
- c) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : **500 €** par jour calendaire de retard ;
- d) Non balayage, non évacuation des déchets : **1500 €** par constat.

- e) Retard dans le nettoyage du chantier : **300 €** par jour calendaire de retard ;
- f) Non transmission des documents demandés : pénalité forfaitaire de **200 €** lorsque les documents ne sont pas fournis dans les délais indiqués dans la demande.
- g) Non-respect des règles RGPD : **5 000 €**.
- h) Abattage ou atteinte à la survie d'un arbre, non prévue au marché et non validé au préalable par la maîtrise d'ouvrage : 1000 € / U pour tout ligneux de plus de 20 cm de circonférence ;
- i) Atteinte à l'environnement par destruction d'habitat ou pollution du milieu naturel ou du sous-sol : 1000 € / infraction.
- j) Non remise du DOE ou non complétude du DOE liée à une réception partielle ou totale du marché 15 jours avant la date de constat sur site des OPR (EXE4) : **100 €** / jour calendaire.

4.2.4 – Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage

Conformément à l'article L2193-7 du code de la commande publique, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant de l'entité adjudicatrice lorsque celui-ci en fait la demande.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.5.1.5 du CCAG-Travaux 2021, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **200 €** par jour de retard.

4.2.5 – Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du code du travail

Sur demande écrite du représentant de l'entité adjudicatrice, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 7.2 du CCAP.

Une pénalité journalière de **200 €** sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant de l'entité adjudicatrice aura fixé dans son courrier.

4.2.6 – Production des attestations d'assurances visées à l'article 9 du présent CCAP

Les attestations d'assurances prévues à l'article 9 du présent CCAP doivent être produites par le Titulaire dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage. Passé ce délai, il sera appliqué une pénalité de **200 €** par jour calendaire de retard.

4.2.7 – Absence en réunion de chantier

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier provoqué par le maître d'ouvrage, une pénalité de **200** euros sera appliquée au Titulaire absent formellement convoqué.

Cette pénalité sera doublée à la 2^{ème} absence et ainsi de suite.

Sera considéré comme absent, l'entrepreneur qui n'est pas représenté à une réunion convoquée par le maître d'ouvrage ou qui est représenté par une personne incompétente ou insuffisamment qualifiée, ou n'ayant pas la compétence technique nécessaire pour orienter les sujets concernant le marché il a la charge.

4.2. 8 – Retard dans la levée des réserves

Les réserves émises lors de la réception des travaux doivent être levées dans un délai qui est fixé dans la décision de réception. En cas de retard dans la levée des réserves émises à l'occasion de la réception, il sera appliqué au titulaire, une pénalité de 500€ / jour calendaire de retard.

4.2.9 – Pénalités pour retard de présentation du plan de retrait spécifique pour le lot 2

En cas de retard à la présentation du plan de retrait, une pénalité de **500 €** euros sera appliquée au Titulaire par jours calendaires de retard.

ARTICLE 5. – AVANCE FORFAITAIRE

5.1 – Retenue de Garantie

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur chaque acompte du marché, la TVA incluse.

Le Titulaire peut, s'il le souhaite, remplacer la retenue de garantie par une **garantie à première demande**. Le montant de la garantie à première demande doit être égal à 5% du montant initial du marché en € TTC.

Toutefois, il est précisé que la garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Si la garantie à première demande n'est pas présentée lors de la première demande d'acompte, la retenue de garantie sera appliquée.

La retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

En cas de réserves notifiées et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée, au plus tard, un mois après la date de levée de ces réserves.

5.2 – Avance forfaitaire

Il est fait application de l'option B de l'article 10.1 du CCAG Travaux 2021.

En application des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial du marché Toutes Taxes comprises conformément aux dispositions du code de la commande publique précitées. Ce taux variera conformément à l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de révision de prix. Le montant de l'avance est un prix ferme et définitif.

ARTICLE 6. – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Conditions générales d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à mettre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le CCTP.

Les modalités d'exécution de la mission sont fixées par ailleurs au CCTP.

6.2. Mesures particulières relatives à l'amiante pour le lot n°2

6-2.1- Dispositions générales relatives à l'amiante

Dans le cadre de la réglementation Amiante, le titulaire du lot n°2 devra respecter la législation en vigueur, et notamment :

- ✓ L'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- ✓ L'arrêté « Formation » du 14 février 2012 ;
- ✓ L'arrêté du 07 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- ✓ L'arrêté du 08 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- ✓ Le décret du 04 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante où il comporte 4 sous-sections :
 - La sous-section 1 : champ d'application et définitions ;
 - La sous-section 2 : dispositions communes à toutes les activités comportant des risques d'exposition à l'amiante, communes aux sous-sections 3 et 4 ;
 - La sous section 3 : dispositions spécifiques aux activités d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'articles en contenant ;
 - La sous-section 4 : dispositions particulières aux interventions sur les matériaux, équipements, matériels ou articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

6-2.2- Obligations de formation

L'arrêté « Formation » du 14 février 2012 dispose qu'une formation est obligatoire pour les « interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante ».

La distinction est faite entre les travailleurs intervenant au titre de la sous-section 3 du décret du 04 mai 2012 (opération de retrait et d'encapsulage) et ceux intervenant au titre de la sous-section 4 du même décret (interventions sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante).

6-2.3- Repérage amiante

Le représentant de l'entité adjudicatrice transmettra aux entreprises l'ensemble des diagnostics techniques amiante afin que l'entreprise puisse réaliser son évaluation des risques préalablement à son intervention, comme la loi l'y oblige (art. L.4121-3 du Code du travail).

Dès lors que les documents remis ne suffisent pas à établir convenablement l'évaluation des risques, le titulaire pourra demander au maître d'ouvrage un repérage amiante complémentaire.

6-2.4- Dispositions spécifiques aux activités d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'articles contenant de l'amiante (Sous-section 3)

- L'entreprise intervenant au titre de la sous-section 3 doit être certifiée.
- Le personnel de l'entreprise (ouvriers et encadrants) doit avoir été formé, conformément à l'arrêté « Formation » du 14 février 2012.
- L'entreprise doit élaborer un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage préalablement à l'intervention et doit le transmettre à l'Inspecteur du Travail un mois avant le démarrage des travaux. Le titulaire devra apporter la preuve de son dépôt au maître d'ouvrage avant son intervention.
- En fin de travaux, l'entreprise doit réaliser avant d'enlever le dispositif de confinement :
 - ✓ Un examen visuel de l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées
 - ✓ Le nettoyage approfondi de la zone par aspiration avec équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité ;
 - ✓ Une mesure du niveau d'empoussièrement ;
 - ✓ La fixation des fibres éventuellement résiduelles sur les parties traitées.

6-2.5- Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4)

Dès lors que le titulaire intervient sur un matériau amianté, il devra respecter les dispositions de la sous-section 4 du décret du 04 mai 2012.

Le titulaire devra avoir rédigé ses modes opératoires pour chaque type d'intervention sur matériaux susceptibles de contenir de l'amiante. Le mode opératoire devra être conforme au décret (art.4412-145).

Les modes opératoires devront être annexés au Document Unique d'Evaluation des Risques (DUER) et sont soumis, lors de leur établissement ou de leur modification à l'avis du médecin du travail, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel.

Ces modes opératoires doivent être envoyés par l'entreprise à l'Inspection du Travail et à l'OPPBTP.

Dans le cas d'une intervention d'une durée prévisionnelle de plus de 5 jours, l'entreprise doit, préalablement au démarrage des travaux, envoyer à l'Inspection du Travail et à l'OPPBTP un dossier comprenant la date, le lieu et la nature de l'intervention, la liste des travailleurs impliqués, les dates de délivrance de leurs attestations de formation, les modes opératoires utilisés, ainsi que l'évaluation des risques réalisée.

Le titulaire devra **obligatoirement**, avant intervention en chantier, transmettre au maître d'ouvrage la preuve qu'il a rédigé les modes opératoires en rapport avec la nature des interventions envisagées et que le personnel qui interviendra sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante est formé.

6-3.6- Le traitement des déchets

Les articles R4412-121 à R.4412-123 du décret du 04 mai 2012 précisent que les déchets « de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émissions de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage ». Les déchets doivent ainsi être conditionnés dans des emballages spécifiques.

Le décret du 04 mai 2012 renvoie également au Code de l'environnement qui distingue deux catégories de déchets, selon leur nocivité (amiante « libre » ou amiante « lié »). Selon la catégorie de déchets, les règles de transport et d'élimination varient et sont fixés par l'arrêté du 12 mars 2012.

L'entreprise aura UN mois pour transmettre le Bordereau suivi de déchets au maître d'ouvrage, ainsi que le certificat d'enfouissement ou d'élimination.

NB : Le Titulaire du s'assure que lui-même et ses salariés désignés sont en capacité d'intervenir dans l'amiante conformément à la réglementation et aux textes précités. Si certains textes ont été modifiés ou ont évolué, il lui appartient de prendre toute disposition pour s'y conformer. En tout état de cause, il reste responsable de l'entière exécution conforme des prestations de ce lot 2.

ARTICLE 7 – RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 – Réception

Les dispositions ci-dessous concernent les deux lots du marché :

Les dispositions suivantes précisent, complètent et dérogent aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux 2021 :

Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire avise le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'ouvrage convoque le Titulaire pour les opérations préalables à la réception (OPR) à une date qu'il précise dans son courrier de réponse à l'avis envoyé par le Titulaire.

Un procès-verbal sera dressé et signé par le représentant de l'entité adjudicatrice et le Titulaire à l'issue des OPR. Les OPR comportent les éléments précisés à l'article 41.2 du CCAG Travaux 2021.

Le PV d'OPR est notifié au Titulaire.

Sur la base du procès-verbal d'OPR, le maître de l'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux 2021, la date de réception est à la date de signature de la décision de réception.

La décision de réception peut être sans réserve, ou avec réserves ou sous réserves.

Par dérogation aux articles 41.4 et suivants du CCAG Travaux 2021, lorsque la décision de réception est prise sous réserves ou avec réserves, le Titulaire sera invité à lever les réserves dans un délai qui est fixé dans la décision de réception.

La levée des réserves fait l'objet d'une décision notifiée au Titulaire dans les mêmes conditions que la décision de réception.

7.2 – Réceptions partielles : Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 42 du CCAG Travaux 2021, une réception partielle pourrait être prononcée pour le bâtiment C si le maître d'ouvrage l'estime nécessaire.

Dans ce cas et par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG Travaux 2021, le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé d'un délai correspondant à l'écart entre la réception partielle et la réception définitive.

En cas de réception partielle, les stipulations de l'article 41 s'appliquent aux réceptions partielles sauf dérogation.

Conformément à l'article 42.2 du CCAG Travaux 2021, les réceptions partielles donnent lieu à une décision de réception partielle entre le maître d'ouvrage et le Titulaire.

En cas de réceptions partielles, un PV de réception globale de l'ensemble des travaux sera établi à la fin des travaux. La date de réception sera celle de ce PV de réception globale.

7.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Dans le cadre du présent marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander la mise à sa disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sans que celui n'en prenne possession conformément à l'article 43 du CCAG Travaux 2021.

Ne s'agissant pas d'une réception partielle, la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages ne donne pas lieu à réception partielle mais à un état des lieux contradictoire avant la mise à disposition.

ARTICLE 8. – RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG Travaux 2021 (articles 49 à 51) avec les précisions et dérogations suivantes :

8.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'entité adjudicatrice décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 50.4 du CCAG Travaux 2021, le titulaire a droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à deux pour cent (2%).

8.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 51.2 du CCAG Travaux 2021, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux 2021, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'entité adjudicatrice est rémunérée avec un abattement de 10%.

Le pourcentage d'abattement est fixé à 20%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), i) et j) de l'article 50.3.1 du CCAG Travaux 2021.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

8. 3. Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 52 du CCAG Travaux 2021, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG Travaux 2021, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

9. Assurances

Les dispositions concernant les assurances ci-après définies dérogent à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux 2021.

A. Installations et engins de chantier

Le titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés.

Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteurs et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation.

Il s'assurera aussi pour les risques en cours de transport étant bien précisé ici que la clause 50/50 sera appliquée en cas de dommages constatés après livraison sur le site lors du déballage entre son

assureur « transport » et ceux auprès desquels le représentant de l'entité adjudicatrice aura souscrit ses assurances.

B. Responsabilité civile en cours de chantier et après travaux.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il a souscrit un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître d'ouvrage et le représentant de l'entité adjudicatrice du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché.

Le titulaire fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que son assureur s'engage à aviser le représentant de l'entité adjudicatrice lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L113-3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

L'attestation originale émise par l'assureur devra comporter les points suivants :

- La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;
- L'attestation devra être valable au jour du démarrage des prestations du titulaire et renouvelée chaque année pendant la durée de son intervention.

Montant minimum des garanties par sinistre :

- *Responsabilité civile avant réception (garanties par sinistre) :*

Tous dommages confondus : corporels, matériels et immatériels : 3 000 000 €

Dont dommages matériels et immatériels confondus : 2 000 000 €

Dont dommages immatériels non consécutifs : 200 000 €

- *Responsabilité civile après réception (garanties épuisables) :*

Tous dommages confondus : corporels, matériels et immatériels : 3 000 000 €

Dont dommages matériels et immatériels confondus : 2 000 000 €

Dont dommages immatériels non consécutifs : 200 000 €

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de 10 000 €.

En tout état de cause, cette police devra prévoir des montants de garanties suffisantes pour la couverture des risques encourus.

En cas de groupement, chaque membre devra satisfaire aux obligations précisées ci-dessus.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 4.2.6 du présent CCAP.

C - Responsabilité Civile décennale

Il est convenu entre les parties que le présent marché concerne des travaux de déconstruction / désamiantage du bâtiment C à Wambrechies bénéficiant d'une obligation d'assurance RC décennale.

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non traditionnelles ou non agréées par les assureurs sans avoir obtenu préalablement l'avis favorable du contrôleur technique. A défaut, les surprimes qui en résulteraient seraient à la charge du titulaire.

Le titulaire devra préciser lors de la remise de son offre le nom et les coordonnées exactes de son assureur de responsabilité civile décennale habituel.

De plus, il devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil, et présenter l'attestation d'assurance correspondante.

Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241- 1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

L'attestation originale émise par l'assureur devra impérativement :

- **mentionner la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;**
- **être valable au jour de la DROC (date réglementaire d'ouverture de chantier) ou de l'OS de démarrage des travaux ;**
- **stipuler que les garanties s'appliquent :**
- **selon le régime de la capitalisation,**
- **avec l'abrogation de toute règle proportionnelle éventuelle des capitaux**
- **quelque soit le montant de l'opération.**

Montant minimum des garanties par sinistre :

Pour les opérations inférieures à 10 000 000 € :

Garanties légales obligatoires :

- 3 000 000 € pour les titulaires de chacun des lots,
- 1 500 000 € pour la maîtrise d'œuvre.

Garanties complémentaires :

- bon fonctionnement des éléments d'équipement : 500 000 €,
- Dommages immatériels consécutifs : 300 000 €,
- Dommages aux existants : à déterminer en fonction de la valeur des travaux effectués sur l'ouvrage existant.

Pour les opérations comprises entre 10 000 000 € et 20 000 000 €:

Garanties légales obligatoires :

- 6 000 000 € pour les titulaires de chacun des lots
- 1 500 000 € pour la maîtrise d'œuvre

Garanties complémentaires :

- bon fonctionnement des éléments d'équipement : 1 000 000 €,
- Dommages immatériels consécutifs : 600 000 €,
- Dommages aux existants : à déterminer en fonction de la valeur des travaux effectués sur l'ouvrage existant.

Pour les opérations supérieures à 20 000 000 € :

Garanties légales obligatoires :

- pour les titulaires de lots : 9 000 000 € pour le gros œuvre,
6 000 000 € pour le second œuvre,
- pour la maîtrise d'œuvre : 3 000 000 €.

Garanties complémentaires :

- bon fonctionnement des éléments d'équipement : 1 500 000 €,
- Dommages immatériels consécutifs : 1 000 000 €,
- Dommages aux existants : à déterminer en fonction de la valeur des travaux effectués sur l'ouvrage existant.

Aucune limitation de garantie en nature ou en montant ne sera opposable au Maître d'ouvrage et au représentant de l'entité adjudicatrice.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 4.7.9 du présent CCAP.

D. Responsabilité civile Atteinte à l'environnement

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir la Responsabilité Civile Atteinte à l'Environnement.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Responsabilité Civile Atteinte à l'Environnement : 750 000,00 € par sinistre et par an ;

(dont couverture du préjudice écologique).

- Responsabilité Environnementale : 150 000,00 € par sinistre et par an.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux 2021, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 10. – DIFFERENDS ET LITIGES

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG travaux 2021, le délai laissé à l'entité adjudicatrice pour notifier sa décision motivée sur un mémoire en réclamation est fixé à deux mois.

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Lille.

Toutefois, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 11. – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCAP	Dérogation	Article du CCAG Travaux 2021
2	Pièces constitutives du marché	4.1
3.1.3	Modalités de règlement des comptes	12
4.2.1	Pénalités – Généralités	19.2.4, 3.2.4, 19.2.1, 19.2.2, 19.2
4.2.2	Pénalités pour retard d'exécution	19.2, 19.2.1, 19.2.2
4.24	Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage	3.5.1.5
7.1	Réception des travaux	41, 41.4
7.2	Réceptions partielles : Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	42.3, 44.1
8	Résiliation	Chapitre 7 du CCAG Travaux (articles 49 à 51)
8.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire	51.2
8.3	Exécution de la prestation aux frais et risques	52.3
9	Assurances	8.1.3
10	Différends et litiges	55.1.2

ALe.....

Le Titulaire

Signature + cachet précédé de « Lu et approuvé »